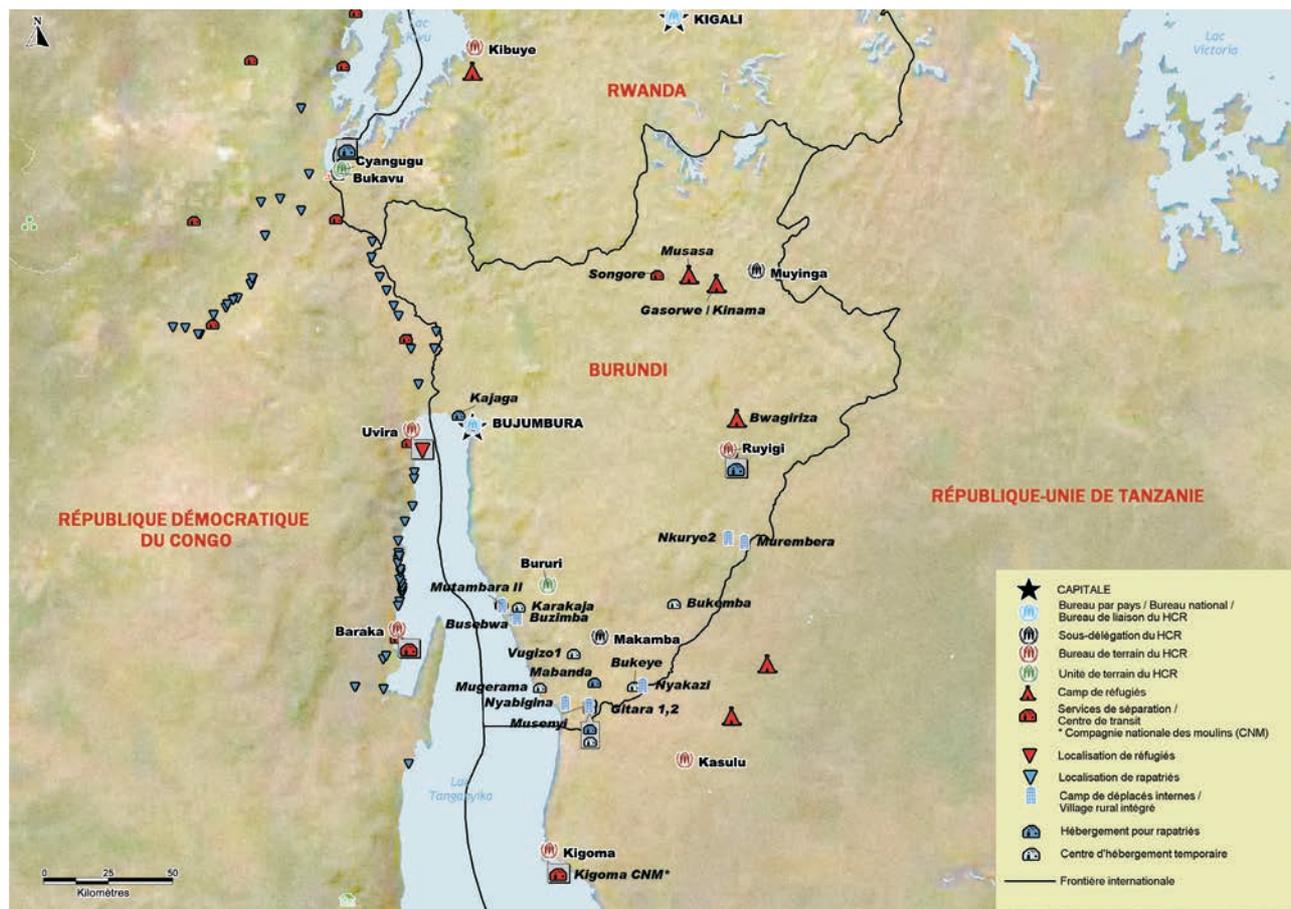


BURUNDI



Faits marquants

- Le HCR a aidé plus de 4 300 réfugiés burundais, principalement accueillis en République démocratique du Congo (RDC), à regagner leur pays.
- Quelque 35 700 réfugiés et 10 000 demandeurs d'asile, originaires de RDC pour la plupart, ont reçu une protection et une assistance.
- Le HCR a joué un rôle de premier plan dans la réintégration de quelque 17 000 Burundais rapatriés entre 2009 et 2011. L'Office national pour la protection des réfugiés et des apatrides (ONPRA) a distribué quelque 3 400 cartes d'identité à des réfugiés et délivré quelque 2 300 permis de séjour temporaires à des demandeurs d'asile.

- L'Organisation a aidé la Commission nationale des terres et autres biens (CNTB) à résoudre plus de 2 400 litiges fonciers enregistrés dans les trois principales provinces de retour.
- Au total, 272 personnes ont fait l'objet d'une demande de réinstallation en 2011 et 53 sont parties s'établir dans des pays tiers.

Environnement opérationnel

La situation politique est demeurée relativement stable au Burundi en 2011. Les représentants du Gouvernement élus en 2010 ont pris des initiatives pour consolider la paix et créer un environnement propice à la cohésion sociale, telles que la mise sur pied de la Commission nationale indépendante des droits de

Personnes relevant de la compétence du HCR

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	RDC	35 200	35 200	52	57
	Pays divers	450	450	53	51
Demandeurs d'asile	RDC	9 400	9 400	52	51
	Rwanda	600	600	45	44
	Pays divers	40	40	41	36
Déplacés internes	Burundi	78 800	350	53	-
Apatrides	Apatrides	1 100	-	48	48
Autres pers. relevant de la compétence du HCR	Pays divers	250	250	80	42
Réfugiés rapatriés	RDC	3 900	3 900	56	62
	Pays divers	430	430	56	62
Total		130 170	50 620		

¹ La ventilation démographique concerne l'ensemble des réfugiés burundais rapatriés, soit 4 330 personnes.

l'homme et de la Commission nationale vérité et réconciliation. Cependant des cas d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires ont continué d'être signalés tout au long de l'année. Des signes de tensions politiques importantes ont également été observés. Les chefs des principaux partis d'opposition, qui s'étaient retirés du processus électoral de 2010, sont restés en exil.

La situation socio-économique était préoccupante. Dans son rapport annuel, publié en octobre, le PNUD a classé le Burundi à l'antépénultième place dans l'indice de développement humain, juste avant le Niger et la RDC (pays d'origine de la grande majorité des réfugiés accueillis au Burundi).

| Réalisations et impact |

● Objectifs et cibles prioritaires

Les principaux objectifs du HCR en 2011 étaient d'offrir protection et assistance à 10 000 demandeurs d'asile et à 37 500 réfugiés vivant dans des camps et des zones urbaines, ainsi qu'à faciliter la réintégration de quelque 60 100 rapatriés burundais (dont les personnes rapatriées de leur plein gré en 2009 et 2010 et les personnes dont le retour était prévu en 2011) en leur fournissant immédiatement des abris et une aide pour résoudre les conflits fonciers. Les autres objectifs importants consistaient à promouvoir le rapatriement librement consenti des Burundais réfugiés dans des pays voisins, à renforcer la capacité gouvernementale de protection des réfugiés, des rapatriés et des autres personnes relevant de la compétence du HCR et à apporter une assistance matérielle aux réfugiés, tout en les aidant à renforcer leur autosuffisance.

Environnement de protection favorable

- Le HCR a prêté son concours technique à l'ONPRA. Fin 2011, près de 1 500 dossiers concernant quelque 6 000 demandeurs d'asile avaient été soumis aux fins de la détermination du statut de réfugié. Le principe de non-refoulement a été respecté au Burundi.

Procédures de protection équitables

- Le HCR a aidé à enregistrer tous les nouveaux réfugiés en provenance de régions touchées par des conflits. Au cours de l'année, plus de 3 400 personnes ont reçu des cartes d'identité de réfugié. Au total, 2 700 rapatriés burundais se sont vus délivrer des cartes nationales d'identité, destinées à faciliter leur libre circulation et l'exercice d'autres droits.
- En qualité de coprésident du Groupe de travail sur les déplacés internes, créé par le Gouvernement en décembre 2010, le HCR a participé en 2011 à une campagne de profilage de la population de déplacés et à une évaluation de la viabilité des sites qu'ils occupaient à travers le pays. Cette campagne a abouti à l'identification de 78 800 déplacés internes et fourni des données qui seront mises à profit lors de la recherche de solutions durables.

Protection contre la violence et l'exploitation

- Dans le cadre d'un partenariat avec le Comité international de secours, le HCR a cherché à améliorer les mesures destinées à lutter contre la violence sexuelle et sexiste dans les trois camps de réfugiés. Le Comité a lancé une campagne globale de sensibilisation de la collectivité, qui prévoyait des discussions de groupe, du porte-à-porte et des séances avec l'ensemble de la communauté, au bénéfice de plus de 23 400 réfugiés (7 900 hommes et 15 500 femmes) en 2011. Quelque 260 cas de violence sexuelle et sexiste ont été déclarés et toutes les victimes ont bénéficié d'un accompagnement dans les permanences des trois camps.

Besoins et services essentiels

- Tous les enfants réfugiés ont pu bénéficier d'un enseignement primaire et secondaire dans les camps. Le taux de scolarisation est passé de 67 à 76 pour cent dans le primaire et de 20 à 30 pour cent dans le secondaire. Le pourcentage de filles scolarisées est demeuré stable, à 48 pour cent, dans le primaire ; en revanche, il était en recul dans le secondaire, où il est passé de

39 à 33 pour cent entre 2010 et 2011, en dépit des séances organisées dans les camps pour sensibiliser les réfugiés à l'importance de l'éducation. Au cours de cette même période, le pourcentage d'enseignants qualifiés est passé de 80 à 85 pour cent.

- En milieu urbain, près de 3 000 élèves réfugiés (soit 75 pour cent du nombre total d'enfants réfugiés) ont suivi un enseignement primaire ou secondaire dans six écoles appuyées par le HCR.
- Quelque 2 500 maisons ont été remises en état dans les camps de Musasa et de Gasorwe, de sorte que tous les réfugiés y résidant ont pu vivre dans des conditions convenables. Au camp de Bwagiriza, la construction de 192 abris supplémentaires a permis d'héberger 1 900 réfugiés.



Réfugiées congolaises participant à un cours de couture au camp de Musasa.

HCR / B. NTWARI

- Tous les réfugiés accueillis dans les camps et toutes les personnes vulnérables relevant de la compétence du HCR en milieu urbain ont bénéficié de soins de santé primaire. Une campagne de prévention du VIH et du sida a été entreprise dans les camps, au profit de 19 500 personnes, et 12 500 individus ont reçu des préservatifs.
- Dans chacun des trois camps, un centre de nutrition a été construit pour garantir la sécurité et assurer de meilleures conditions pendant l'administration d'une alimentation d'appoint aux enfants qui souffrent de malnutrition et aux autres personnes ayant des besoins particuliers.
- En collaboration avec ses partenaires, le HCR a fourni 3 500 abris individuels. Au cours de la même période, 1 500 abris ont été construits à l'intention de Burundais dépourvus de terres dans huit villages ruraux intégrés. Au total, près de 110 000 abris ont été construits avec l'appui du Haut Commissariat depuis 2004.
- En 2011, le HCR a aidé 4 400 enfants burundais rapatriés, dont 1 100 enfants en âge d'aller à l'école, à réintégrer le système d'éducation nationale. Tous les enfants rapatriés ont été scolarisés en 2011 et ont reçu des cahiers, des stylos, des crayons et des sacs en plastique. Au total, 59 bourses DAFI ont été accordées à 53 rapatriés et six réfugiés pour leur permettre de suivre des études supérieures dans diverses disciplines en 2011.

Autogestion et participation communautaires

- Des évaluations participatives ont été organisées dans l'ensemble des camps de réfugiés et des zones de retour. Les résultats de ces évaluations ont été pris en compte dans le plan d'opérations, et des activités ont été entreprises dans le but de mobiliser les réfugiés et de les inciter à participer plus activement aux affaires de la collectivité. Un programme intégré, associant des formations techniques et des activités génératrices de revenus a été mis en œuvre, aussi bien dans les camps que dans les zones urbaines, au profit de 1 350 personnes (740 femmes et 610 hommes) relevant de la compétence du HCR.

Solutions durables

- En dépit d'une campagne d'information intensive et contrairement aux prévisions, 25 000 réfugiés burundais ne sont pas rentrés de République-Unie de Tanzanie. Un plan d'urgence a été élaboré en vue de répondre à d'éventuels rapatriements forcés parmi les plus de 38 000 réfugiés burundais accueillis au camp de Mtabila en République-Unie de Tanzanie. Le HCR a néanmoins été en mesure d'aider quelque 4 300 réfugiés burundais (dont quelque 3 900 en provenance de la RDC) à regagner leur pays. Ceci a porté à plus de 500 000 le nombre total de réfugiés rapatriés depuis le lancement de l'opération de rapatriement à partir de la République-Unie de Tanzanie en 2002. À leur arrivée, tous les rapatriés ont reçu une indemnité en espèces, des articles non alimentaires, des rations alimentaires de six mois, des protections périodiques (pour les femmes en âge de procréer), des fournitures scolaires pour les enfants en âge d'aller à l'école et des préservatifs ; les groupes vulnérables ont bénéficié de services de transport spécialisés.
- Pour permettre aux réfugiés burundais de rentrer chez eux dans la dignité et la sécurité, un centre de transit d'une capacité de 600 places, destiné à héberger les rapatriés en provenance de RDC, a été construit à Kajaga (Bujumbura). D'autre part, près de 500 réfugiés ont regagné de leur plein gré la RDC en 2011. En outre, des demandes de réinstallation

ont été soumises pour 272 personnes ; 53 d'entre elles ont été réinstallées dans des pays tiers pour des raisons médicales et de protection.

- Le HCR a résolu des conflits et des incidents de protection enregistrés lors des activités de suivi des rapatriés et offert une aide juridique à quelque 570 personnes. La Commission nationale des terres et autres biens (CNTB) a décentralisé et renforcé sa présence sur le terrain, enregistrant 5 000 nouveaux conflits fonciers (sur un total cumulé de près de 18 900) et en réglant plus de 2 400.

Relations extérieures

- En 2011, le HCR a renforcé ses partenariats avec les donateurs à l'échelon du pays, diffusé régulièrement des publications, dont des bulletins, à des fins de sensibilisation, et organisé des séances d'information sur la situation humanitaire dans le pays.

Logistique et appui opérationnel

- Le HCR a assuré le transport des 4 300 rapatriés et de leurs affaires jusqu'à leur destination finale au Burundi. Le transport des réfugiés entre les zones urbaines et les différents camps a également été assuré.

Contraintes

Plus de 38 000 réfugiés burundais restés au camp de Mtabila en République-Unie de Tanzanie rechignaient toujours à rentrer en 2011. Cette réticence a eu une incidence négative sur les activités planifiées, notamment sur la construction de villages de paix et d'abris.

Le profil des apatrides n'a pu être établi en raison des difficultés rencontrées pour trouver une équipe locale en mesure de s'acquitter de cette tâche.

Informations financières

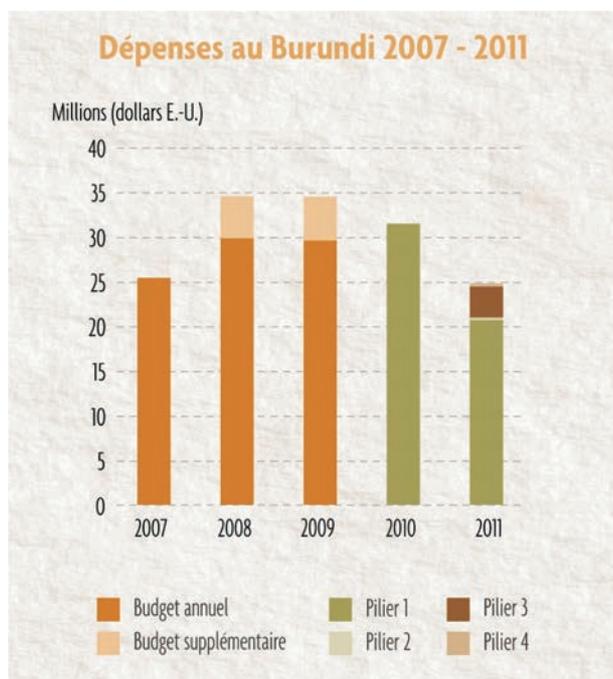
Le budget total de l'opération du HCR au Burundi s'élevait à 44,4 millions de dollars E.-U. en 2011 mais les fonds mis à disposition ont été limités à 26,5 millions de dollars E.-U., en raison de contraintes financières. Sur ce montant, 9,6 millions de dollars E.-U. seulement provenaient de contributions affectées, de sorte que le HCR a dû utiliser d'autres ressources pour répondre aux besoins.

Organisation et mise en œuvre

L'opération du HCR au Burundi a été gérée par un bureau à Bujumbura, par deux sous-délégations implantées à Makamba et à Muyinga, ainsi que par un bureau de terrain situé à Ruyigi. L'emplacement des bureaux a permis de garantir une prise en charge adéquate des réfugiés, de surveiller les zones de retour ainsi que de coordonner et d'exécuter les activités de réintégration.

Présence du HCR en 2011

□ Nombre de bureaux	5
□ Effectifs totaux	141
Internationaux	23
Nationaux	101
JEA	1
VNU	14
Autres	2



Collaboration avec les partenaires

Le HCR a travaillé avec le Gouvernement, des ONG, des donateurs, des organismes onusiens et la Banque mondiale au Burundi, jouant un rôle clé dans le groupe sectoriel sur le relèvement rapide. Il a également assumé la fonction de chef de file du module de protection avec le Bureau des droits de l'homme du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB).

Évaluation générale

L'aide essentielle fournie aux réfugiés accueillis dans les camps a dans l'ensemble été satisfaisante et le HCR a atteint la plupart de

ses objectifs pour ce qui est de l'assistance pendant la phase de retour (documents juridiques, colis d'aide au retour, abris, etc.). En revanche, les projets de réintégration n'ont pas été intégralement exécutés en raison des litiges fonciers.

Besoins non satisfaits

- La distribution d'articles non alimentaires n'a eu lieu qu'une fois au cours de l'année, au lieu des deux prévues.
- Quelque 4 000 enfants réfugiés âgés de 6 à 11 ans n'ont pas eu accès à l'enseignement primaire.
- Les programmes éducatifs spéciaux destinés aux enfants qui ont des besoins particuliers n'ont pu être mis en œuvre.

Partenaires	
Partenaires d'exécution	
<p>Organismes gouvernementaux : Commission nationale des terres et autres biens, ministère de l'Intérieur (Office national pour la protection des réfugiés et des apatrides), ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre</p> <p>ONG : Africa Humanitarian Action, Centre africain pour une résolution constructive des conflits, Centre d'entraide et de développement - Caritas, Comité international de secours, Conseil norvégien pour les réfugiés, Conseil pour l'éducation et le développement, Fédération Handicap International, Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit du Burundi, Fonds fiduciaire pour l'éducation des réfugiés, Ligue Iteka</p> <p>Autres : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</p>	
Partenaires opérationnels	
<p>Autres : BNUB, CICR, FAO, OMS, PAM, UNICEF</p>	

Budget, revenus et dépenses au Burundi | dollars E.-U.

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
BUDGET FINAL	34 335 705	285 362	9 180 489	640 016	44 441 572

Revenus issus des contributions	8 229 522	0	1 225 777	98 225	9 553 524
Autres fonds disponibles	12 582 309	283 885	2 270 608	233 313	15 370 115
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	20 811 831	283 885	3 496 385	331 538	24 923 639

VENTILATION DES DÉPENSES

Environnement de protection favorable					
Cadre juridique national	0	37 738	0	0	37 738
Cadre administratif national	35 461	0	342 308	42 234	420 003
Politiques de migrations nationales et régionales	38 009	51 684	0	0	89 693
Prévention de l'apatridie	0	36 464	0	0	36 464
Coopération avec les partenaires	62 306	0	0	47 987	110 293
Attitudes du public à l'égard des personnes prises en charge	58 080	0	0	0	58 080
Accès au territoire	106 612	0	0	0	106 612
Non-refoulement	39 969	0	0	0	39 969
Protection de l'environnement	101 451	0	0	0	101 451
Sous-total	441 888	125 886	342 308	90 221	1 000 303

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<i>Procédures de protection équitables</i>					
Conditions d'accueil	97 592	0	0	0	97 592
Enregistrement et établissement de profils	545 738	0	0	117 157	662 895
Accès aux procédures d'asile	33 307	0	0	0	33 307
Détermination de statut juste et efficace	139 138	0	0	0	139 138
Regroupement familial	137 736	0	0	0	137 736
Documents d'état civil	766 527	0	0	0	766 527
Sous-total	1 720 038	0	0	117 157	1 837 195
<i>Protection contre la violence et l'exploitation</i>					
Impact sur les communautés hôtes	160 539	0	0	0	160 539
Application de la loi	152 417	0	0	0	152 417
Gestion de la sécurité communautaire	64 547	0	0	0	64 547
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle	793 800	0	150 658	0	944 458
Protection des enfants	62 151	0	273 516	0	335 667
Liberté de mouvement	173 923	0	0	0	173 923
Sous-total	1 407 377	0	424 174	0	1 831 551
<i>Besoins élémentaires et services essentiels</i>					
Sécurité alimentaire	122 476	0	0	0	122 476
Nutrition	75 278	0	0	0	75 278
Eau	477 520	0	0	0	477 520
Abris et autres infrastructures	1 844 790	0	344 204	0	2 188 994
Articles ménagers et hygiène de base	317 659	0	0	0	317 659
Soins de santé primaire	1 334 033	0	0	0	1 334 033
VIH et sida	187 287	0	0	0	187 287
Éducation	588 136	0	109 679	0	697 815
Services d'assainissement	353 636	0	0	0	353 636
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	201 343	0	0	0	201 343
Sous-total	5 502 158	0	453 883	0	5 956 041
<i>Autogestion et participation communautaires</i>					
Évaluation participative	222 369	0	0	0	222 369
Autogestion communautaire	107 365	0	0	0	107 365
Gestion et coordination des camps	379 227	0	0	0	379 227
Autosuffisance et moyens d'existence	565 979	0	0	0	565 979
Sous-total	1 274 940	0	0	0	1 274 940
<i>Solutions durables</i>					
Stratégie de solutions durables	0	0	0	76 022	76 022
Retour volontaire	1 658 200	0	0	0	1 658 200
Réhabilitation et réintégration	674 770	0	732 069	0	1 406 839
Réinstallation	440 283	0	0	0	440 283
Intégration locale	0	116 449	0	0	116 449
Sous-total	2 773 253	116 449	732 069	76 022	3 697 793
<i>Relations extérieures</i>					
Relations avec les donateurs	49 300	0	0	0	49 300
Mobilisation des ressources	187 588	0	0	0	187 588
Information	63 316	0	197 213	0	260 529
Sous-total	300 204	0	197 213	0	497 417
<i>Logistique et appui aux opérations</i>					
Chaîne d'approvisionnement et logistique	3 437 599	0	554 261	0	3 991 860
Gestion et coordination des programmes	1 518 768	41 550	574 480	15 881	2 150 679
Sous-total	4 956 367	41 550	1 128 741	15 881	6 142 539
Solde des versements aux partenaires d'exécution	2 435 605	0	217 998	32 257	2 685 860
Total	20 811 830	283 885	3 496 386	331 538	24 923 639